



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

JAPON : QUE NOUS DIT LA TENTATIVE D'OUVERTURE D'UN DÉBAT PUBLIC SUR LE NUCLÉAIRE PAR L'ACTUEL MINISTRE DE LA DÉFENSE ?

Marianne Péron-Doise / Directrice de recherche à l'IRIS,
directrice de l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique
et co-responsable du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS

Juillet 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTRICE



Marianne Péron-Doise / Directrice de recherche à l'IRIS,
directrice de l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique
et co-responsable du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS

Marianne Peron-Doise est directrice de recherche à l'IRIS, spécialiste des questions stratégiques en Asie. Elle y dirige l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique et le Programme Asie-Pacifique. Elle est également chargée d'enseignement à SciencesPo Paris, l'Université catholique de Lille et l'Institut français de Géopolitique.

Ses travaux portent sur les questions géopolitiques en Indo-Pacifique avec un accent sur les questions de sécurité et de défense en Asie du Nord-Est (Japon-Péninsule coréenne), les alliances, les problématiques de sécurité maritime globales, les marines et forces maritimes émergentes ainsi que les principaux théâtres maritimes (océan Indien, mers de Chine, océan Pacifique).



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et **Emmanue Lincot**, directeur de recherche à l'IRIS et professeur à l'Institut catholique de Paris.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

En dépit du traumatisme de Hiroshima et de Nagasaki et d'un pacifisme institutionnel ancré dans la constitution de 1947, le Japon a vu régulièrement resurgir la question du nucléaire militaire. Le durcissement de son environnement régional avec la nucléarisation de la Corée du Nord, les tensions grandissantes avec la Chine et une Russie belliciste semblent avoir créé les conditions d'un réexamen des principes de la politique nucléaire japonaise pour le gouvernement Takaichi. Le débat traditionnel sur la question a jusqu'ici été structuré autour de trois thématiques : le partage nucléaire avec les États-Unis, le maintien d'une dissuasion crédible face à des voisins révisionnistes et plus épisodiquement sur l'intérêt pour le Japon de posséder ses propres armes nucléaires.

Les discussions les plus récentes, généralement prudentes et circonscrites à de rares déclarations de responsables politiques, dont les anciens Premiers ministres Shinzō Abe et Shigeru Ishiba, ont moins porté sur la perspective d'une nucléarisation du Japon que sur l'intérêt de réfléchir sur les options nucléaires dont disposerait le pays en cas de crise alors que son voisinage est perçu comme de plus en plus menaçant. Aussi, les propos de Shinjirō Koizumi, actuel ministre de la Défense, sur le fait que le nucléaire constituait pour le Japon « un sujet que nous ne pouvons pas éviter »¹ n'ont pas manqué d'attirer l'attention. Comment les interpréter et que peuvent-ils révéler des intentions de l'actuel gouvernement très en pointe sur les questions de défense ? S'agit-il de préparer l'opinion publique japonaise et internationale à de nouvelles avancées sécuritaires de l'archipel ? En effet ces déclarations interviennent alors qu'une réflexion est engagée depuis de longs mois sur la mise à jour des principaux documents relatifs à la défense du pays publiés en 2022² et qui ont été perçus comme un tournant stratégique majeur.³

¹ Jesse Johnson « Japan “cannot avoid” nuclear weapons debate, defense chief Koizumi says », *The Japan Times*, 19 juillet 2026.

² Stratégie de Sécurité Nationale (NSS), Stratégie de Défense Nationale (NDS) et Programme de Renforcement de la Défense (DBP).

³ Céline Pajon « Nouvelle Stratégie de sécurité et de défense au Japon : comment dit-on Zeintenwerde en japonais ? », *IFRI*, 19 décembre 2022.

UN DÉBAT NUCLÉAIRE JUSQU'ICI MARGINAL, MAIS RÉCURRENT

Durant sa brève mandature de 2024 à 2025, Shigeru Ishiba s'était efforcé de rendre le débat sur le « partage nucléaire » entre le Japon et les États-Unis moins sensible⁴. Avant même son entrée en fonction, il avait audacieusement évoqué la création d'une « OTAN asiatique » expliquant qu'il fallait réfléchir à des mécanismes de partage nucléaire (*nuclear sharing*) inspirés de ceux de l'OTAN⁵ afin de renforcer la dissuasion de l'Alliance et de ses principaux alliés et partenaires⁶ face à trois États nucléaires hostiles comme la Chine, la Corée du Nord et la Russie⁷.

Au demeurant, le Japon a toujours cultivé une relative ambiguïté sur la question nucléaire. Tout en prônant le désarmement atomique, il s'appuie sur les garanties militaires américaines, dont la dissuasion élargie⁸ (le « parapluie nucléaire »), selon les dispositions du traité de sécurité signé entre les deux pays en 1952 et réaffirmé en 1960. Reflet de cette position singulière, en mars 2025, le gouvernement japonais refusait de participer, même en tant qu'observateur, à une conférence de l'ONU sur le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Le secrétaire général du Cabinet Yoshimasa Hayashi avait justifié cette position en déclarant que, dans l'environnement stratégique du moment, « la dissuasion nucléaire est indispensable » à la défense du Japon⁹.

De fait, le Japon reste attaché à ses trois principes non nucléaires adoptés en 1967 : ne pas posséder, produire ou introduire d'armes nucléaires. Toutefois, il considère que sa sécurité dépend de la dissuasion nucléaire élargie américaine¹⁰. La question centrale pour Tōkyō n'est donc plus seulement de souscrire à une posture normative de soutien à un désarmement nucléaire général, mais plus concrètement de s'assurer de la crédibilité de la protection nucléaire américaine¹¹. La garantie de l'engagement de la nouvelle administration américaine dans la défense de l'archipel est devenue une donnée cruciale dans l'équation nationale de

⁴ Ce système de partage nucléaire découle d'une disposition propre à l'OTAN qui fait que les cinq pays qui y participent (Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Italie et Turquie) ont accepté que des ogives nucléaires soient entreposées dans les bases américaines qui se trouvent sur leur territoire. NATO, *NATO's Nuclear Sharing Arrangements*, Factsheet, février 2022

⁵ Shigeru Ishiba « *On Japan's New Security Era: the future of Japan's foreign policy* », *Hudson Institute*, 25 septembre 2024.

⁶ Shigeru Ishiba avait mentionné la Corée du Sud, l'Australie, les Philippines, le Canada, l'Inde, la France et le Royaume-Uni.

⁷ Shizuka Kuramitsu « *Japan's new leader stirs debate on nuclear sharing* », *Arms Control Association*, 24 novembre 2024.

⁸ Marianne Péron-Doise « *La transformation de la posture de défense du Japon et le débat sur la dimension nucléaire de l'Alliance avec les États-Unis* », *DiploWeb*, 26 juin 2024.

⁹ « *Japan won't join UN meeting on nuclear weapons ban, citing support for US deterrence* », *The Mainichi*, 3 mars 2025.

¹⁰ Shizuka Kuramitsu « *Revisiting Japan's non nuclear principles : between a nuclear allergy and umbrella* », *Carnegie Endowment for International Peace*, 16 mai 2026.

¹¹ Nobumasa Akiyama « *Mitigating Japan's nuclear dilemma* », *Stimson Policy Memo*, 7 mai 2024.

sécurité japonaise alors que le président Trump lui-même a plusieurs fois exprimé son scepticisme sur la valeur des alliances¹².

VERS LA REMISE EN CAUSE DU PRINCIPE DE « NON-INTRODUCTION » PARMI LES TROIS PRINCIPES NON NUCLÉAIRES

Pour justifier de l'intérêt si ce n'est de la nécessité de l'ouverture d'un débat japonais sur le nucléaire, lors d'une intervention sur *Genron TV* le 17 juillet 2026, Shinjirō Koizumi a cité plusieurs réajustements sécuritaires européens, dont le renforcement de la posture nucléaire française et jusqu'à l'évolution de la Finlande vis-à-vis du déploiement d'armes nucléaires après l'invasion russe de l'Ukraine. La Finlande ayant par ailleurs mis fin à sa neutralité et rejoint l'OTAN en avril 2023. Selon lui, ces exemples montrent que des États traditionnellement prudents réévaluent leurs politiques de dissuasion, ce qui devrait également inciter le Japon à examiner toutes les options¹³. Le fait qu'un ministre japonais se réfère aux politiques nucléaires de la France et de la Finlande a d'ailleurs suscité un intérêt particulier dans les médias stratégiques européens, qui y voient une convergence croissante entre les débats de sécurité européens et asiatiques.

Le 22 juillet 2026, parlant depuis le siège de l'OTAN à Bruxelles, lieu symbolique s'il en est, Shinjirō Koizumi a notamment répété qu'aucun pays ne pouvait plus garantir sa sécurité à lui seul et il a explicitement inclus la dissuasion nucléaire parmi les sujets que le Japon se devait d'aborder¹⁴. En cela, sa position apparaît proche de celle défendue précédemment par Shigeru Ishiba et qui consiste à ouvrir un espace d'échanges sur la dissuasion et le partage nucléaires. En tentant de normaliser ces questions, le ministre permet notamment de les introduire dans le débat plus global sur l'évolution de la posture sécuritaire de l'archipel et ses nouvelles orientations dont la publication est attendue avant la fin 2026 et à laquelle il s'emploie à préparer les esprits.

Pour leur part, les médias japonais ont largement interprété ces propos comme la possible ouverture à une révision du principe de « non-introduction » des armes nucléaires sur le territoire japonais. Que la démarche ait été sollicitée par les États-Unis ou à l'initiative du gouvernement japonais, on comprend qu'une révision, en permettant le stationnement -

¹² Philippe Ricard, Élise Vincent, Entretien de Muriel Domenach : « La notion d'alliance est perçue par Donald Trump comme un système d'abus de confiance aux dépens des États-Unis », *Le Monde*, 19 avril 2025.

¹³ Ryo Kiyomiya « Koizumi calls on Japan to break taboo debate on nuclear weapons », *Asahi Shimbun*, 20 juillet 2026

¹⁴ « Koizumi calls for breaking taboo on nuclear debate », *Japan Times*, 23 juillet 2026.

permanent ou temporaire- d'armes nucléaires américaines sur le territoire japonais contribuerait à accroître la crédibilité de dissuasion élargie offerte par les États-Unis.

DE TŌKYŌ À SÉOUL : UNE AUTONOMISATION STRATÉGIQUE CONSTRUITE SUR LA DISSUASION ÉLARGIE AMÉRICAINE

L'effet miroir du débat japonais avec la situation de la Corée du Sud, autre grand allié des États-Unis en Asie du Nord-Est, est intéressant à analyser. À Séoul, la question nucléaire est évoquée de façon plus ouverte, la classe politique comme l'opinion publique semblant favoriser le développement d'un programme national, au risque d'une surréaction nord-coréenne¹⁵ et de dommage réputationnel sérieux pour la démocratie sud-coréenne, signataire du traité de non-prolifération. L'aventurisme nucléaire et balistique de Pyongyang et les inquiétudes découlant de la coopération militaire de la Corée du Nord avec la Russie de Poutine qui pourrait impliquer des transferts de technologies sensibles, ont poussé le gouvernement conservateur de Yoon Suk-yeol à œuvrer pour obtenir un renforcement de la dissuasion élargie américaine. La Déclaration de Washington signée avec l'administration Biden en avril 2023 renforce la coopération en la matière. Elle porte notamment sur des exercices de simulation de crise nucléaire, mais aussi la hausse du déploiement de bombardiers stratégiques et d'escapes de sous-marins lanceurs d'engins (SNLE) américains en Corée du Sud¹⁶. Toutefois, si un groupe consultatif est créé, le mécanisme de prévoit pas le partage nucléaire tant souhaité par Séoul¹⁷. Pour sa part, le nouveau gouvernement sud-coréen mis en place en 2025 milite pour une autonomisation de la défense du pays. Au cours de son mandat, le président Lee Jae-myung, très critiqué pour les cercles conservateurs républicains américains qui le jugent proche de la Chine, entend reprendre le commandement opérationnel des troupes nationales en période de guerre jusqu'ici exercé par le Commandant des forces américaines en Corée. Selon lui, cette démarche répond aux commentaires du président Trump sur le coût de l'Alliance et son exhortation envers les alliés à contribuer davantage à leur propre défense. Il a ainsi obtenu de ce dernier l'autorisation de construire un sous-marin à propulsion nucléaire (SNA), ce qui a été observé avec attention parmi les cercles politico-militaires japonais, notamment au sein du très nationaliste Parti de l'innovation (*Ishin*). Tōkyō, qui travaille sans relâche depuis 4 ans à être intégré au pilier II

¹⁵ Emmanuelle Maitre « [Towards a South Korean nuclear weapon? Political and strategic considerations](#) », *Fondation pour la Recherche Stratégique*, 18 juillet 2025.

¹⁶ En juillet 2023, un SNLE américain effectuera une escale à Pusan, la première depuis 40 ans.

¹⁷ The White House, [Washington Declaration](#), 26 avril 2023.

d'AUKUS, concernant la coopération sur des technologies avancées¹⁸ pourrait également nourrir l'ambition de construire son propre SNA¹⁹.

Le Japon semble d'ailleurs avoir enclenché une démarche proche de celle de son voisin sud-coréen avec lequel les relations politico-militaires se sont dernièrement renforcées. Tōkyō s'est engagé à porter son budget de défense à 2 % d'ici 2027 et a accru ses capacités de contre-attaque, notamment grâce à l'acquisition de missiles de croisière américains *Tomahawk*, le développement de missiles hypersoniques et de capacités de frappe à longue distance (missile de type 12)²⁰. Ce renforcement accéléré des capacités conventionnelles japonaises s'ajoutant à la solide défense antimissile de l'archipel (*destroyers Aegis* et missiles *Patriot*) vise à augmenter la dissuasion globale de l'alliance. Les États-Unis cherchant à renforcer leur posture de dissuasion face à la Chine, Tōkyō pourrait être sollicité pour s'aligner sur les standards sud-coréens et accepter des escales de sous-marins américains lanceurs d'engins ou de bombardiers équipés d'ogives nucléaires sur son territoire²¹. Plus largement, le stationnement permanent d'armes nucléaires américaines sur le territoire de l'archipel pourrait être soulevé. L'une ou l'autre de ces options impliquera une révision d'au moins l'un des principes non nucléaires, celui relatif à la non-introduction d'armes atomiques sur le territoire nippon, mais constituerait un signalement stratégique fort envers les trois voisins nucléaires de l'archipel, Chine, Russie et Corée du Nord. Le paradoxe est que pendant longtemps, les autorités japonaises ont toléré la politique implicite des autorités américaines de ne pas confirmer ou nier la présence ou non d'armes nucléaires à bord de leurs navires ou d'avions lors d'escales dans des pays étrangers, tant pour des raisons de sécurité que pour prévenir toute manifestation de la part de la population du pays visité (politique du *neither confirming, nor denying*).

¹⁸ Daisuke Akimoto « The JAUKUS option revisited: will Japan join AUKUS under the Takaichi administration? », *ISDF*, 18 février 2026.

¹⁹ Misuki Sato et Ryo Kiyomiya « Japan eyes nuclear subs after US give OK to South Korea », *The Asahi Shimbun*, 7 novembre 2025.

²⁰ Marianne Péron-Doise « Le Japon en passe de devenir une grande puissance militaire de l'Indo-Pacifique », *The Conversation*, 20 avril 2023.

²¹ Ce que la presse sud-coréenne n'a pas manqué de souligner. Cf Ryu Jung « Japan weighs revising non-nuclear principles to allow US weapons », *The Chosun Daily*, 20 juillet 2026.

UN PUBLIC JAPONAIS ET DES MÉDIAS NATIONAUX MOINS RÉTICENTS AU DÉBAT NUCLÉAIRE

Face aux questions nucléaires, la réaction du public japonais reste majoritairement prudente, voire défavorable, mais elle n'est plus aussi unanimement hostile qu'auparavant. Les propos de Shinjirō Koizumi s'inscrivent dans une évolution plus large : le rejet de l'arme nucléaire reste encore enraciné dans l'opinion, mais la détérioration de l'environnement sécuritaire, dont l'accroissement des frictions avec la Chine²², a rendu certains débats plus acceptables qu'il y a dix ou vingt ans. Pour autant, les associations de survivants d'Hiroshima et de Nagasaki (les hibakusha²³) et de nombreuses organisations pacifistes²⁴ considèrent toute remise en cause des principes non nucléaires comme extrêmement problématique. Cette sensibilité explique pourquoi les déclarations de Shinjirō Koizumi ont été perçues comme particulièrement audacieuses pour un ministre en exercice par la presse japonaise.

De façon générale, une large partie de la population reste attachée aux « trois principes non nucléaires ». Mais les menaces régionales ont modifié le contexte. Les essais nucléaires nord-coréens, l'expansion de l'arsenal chinois et la guerre en Ukraine ont poussé une partie de l'opinion à accepter l'idée qu'il faut au moins discuter de la dissuasion nucléaire élargie et de la crédibilité du « parapluie » américain²⁵.

Les propos du ministre Koizumi en laissant entrevoir une révision du principe de « non-introduction » des armes nucléaires sur le territoire japonais, ont incontestablement ravivé les inquiétudes des partis d'opposition et des mouvements pacifistes déjà alertés par de précédentes déclarations de la Première ministre sur le sujet. Pour eux, l'acceptation éventuelle d'armes nucléaires américaines au Japon constituerait une rupture symbolique majeure avec l'identité d'après-guerre de l'archipel et son pacifisme revendiqué.

²² Les tensions se sont nettement intensifiées à partir de novembre 2025, après que madame Takaichi ait déclaré, dans le cadre d'un débat parlementaire national, que la définition d'une « situation menaçant la survie de l'archipel (et pouvant permettre la mise en œuvre de mécanismes militaires d'Autodéfense collective, selon les dispositions des Lois pour la Sécurité et la Paix signées en 2015 à l'instigation de Shinzō Abe) pouvait en principe s'appliquer à Taïwan. Une remarque qui ne représente pas un changement substantiel de la politique traditionnelle de Tōkyō vis-à-vis de Taïwan mais qui a déclenché l'ire chinoise, la mise en place de sanctions de la part de la Chine et l'orchestration d'une campagne d'opinion anti-japonaise particulièrement violente. Cf Harold Thibault « [China ramps up retaliatory measures against Japan, suspending travel and seafood purchases](#) », *Le Monde*, 22 novembre 2025 et Takahashi Kosuke « [China intensifies “three warfares” targeting Japan over Takaichi’s Taiwan remarks](#) », *The Diplomat*, 5 décembre 2025.

²³ Personnes victimes des bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki. Le gouvernement japonais a officiellement reconnu 650 000 personnes comme hibakusha après-guerre. Elles seraient actuellement près de 99 000 dont 17 154 vivants à Nagasaki. Entretien de l'auteur, *Mémorial national pour la Paix et les victimes de la bombe atomique de Nagasaki*, Nagasaki, mai 2025.

²⁴ Dont Nihon Hidankyo, association d'anciens irradiés des bombes A et H qui lutte pour l'abolition de l'arme nucléaire et qui a reçu le prix Nobel de la Paix en 2024.

²⁵ Nobumasa Akiyama, *op cit*.

CONCLUSION

En résumé, les propos du ministre de la Défense japonais semblent indiquer qu'un sujet autrefois quasiment interdit, le rôle éventuel du nucléaire dans la sécurité du Japon, pouvait désormais être abordé publiquement par des responsables de premier plan. Il reste à observer s'il s'agit de lancer un débat national de caractère plus vaste ou uniquement de préparer l'opinion nationale et internationale à des annonces majeures touchant la posture de défense japonaise et la nature de sa coopération avec les forces alliées américaines.

Les médias étrangers, notamment européens, ont généralement interprété les propos de Shinjirō Koizumi comme le signe d'une évolution positive du débat stratégique japonais. La formule du ministre Koizumi selon laquelle le Japon devait discuter du nucléaire « sans tabou » a été largement reprise dans les titres des journaux.

En Chine, les réactions ont été plus tranchées. Même avant les propos de Shinjirō Koizumi, les déclarations de responsables japonais favorables à l'ouverture d'un débat sur le partage nucléaire avaient systématiquement suscité de vives critiques de Pékin. L'argumentaire traditionnel chinois contre toute évolution vers des arrangements nucléaires inspirés de l'OTAN, est qu'ils ne peuvent que nuire à la stabilité régionale. Selon un narratif déjà éprouvé, les commentaires relayés dans la sphère médiatique chinoise tendent donc à interpréter ce type de déclarations, comme toute initiative de défense émanant de l'archipel comme un signe de « remilitarisation »²⁶ progressive du Japon.

²⁶ Cf Xinhua « Xinhua commentary: Japan's neo militarism becoming clear and present danger », *Xinhua*, 19 avril 2026. Ji Haisheng « China sounds alarm over nuclear weapon's talk by Japanese minister », *Chinadaily*, 21 juillet 2026.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.